

UNE RENCONTRE INTERNATIONALE SE PENCHERA SUR LA QUESTION DÈS DEMAIN

# Quelle parade contre le cancer ?

**La prévalence des cancers en Algérie interpelle la mise en place d'un plan national anti-cancer et depuis sa création en 1993, la Société algérienne d'oncologie thoracique se bat pour son élaboration. Quant aux problèmes relatifs à la prise en charge des patients porteurs d'affections cancéreuses, le président de la Saot, le Dr Ameur Soltane, en fait une affaire personnelle.**

**Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir)** - Tous ces aspects seront abordés lors des XI<sup>es</sup> journées nationales de l'oncologie thoracique, qui se tiendront les 9 et 10 avril au Hamma.

Organisé par la Saot, cet événement réunira d'éminentes personnalités scientifiques, nationales et internationales.

## Un plan national anti-cancer s'impose

«Un plan anti-cancer, ce sont des objectifs, des échéances et des étapes», explique le Dr Ameur Soltane. Et l'objectif essentiel de ce plan est la lutte contre le cancer et la réduction par conséquent, du taux de mortalité et de morbidité cancéreuse, explique-t-il. Mais également l'amélioration de la qualité de vie des patients atteints de cancer.

Cela induit la mise en œuvre systématique et équitable de stratégies de prévention, de détection précoce, de diagnostic, de traitement et de soins palliatifs. Il détermi-

nera, en outre, les normes de prise en charge pour les cancers les plus répandus dans le pays.

Pour ce chirurgien oncologue, l'important est de réduire les inégalités dans l'accès aux soins.

Pour le président de la Saot, la coopération internationale est importante sur ce plan.

A cet effet, le professeur Laurent Cals, qui représente le Centre anti-cancer français, sera présent pour assurer de la disposition du CACF à collaborer avec les autorités algériennes dans le domaine de la lutte contre le cancer.

## Généralisation des RCP dans tous les CAC

La prise en charge des patients porteurs d'affections cancéreuses est pluridisciplinaire. Si nous prenons l'exemple du cancer bronchique, l'intervention de plusieurs spécialistes dans diverses disciplines (pneumologue, chirur-

gien, chimiothérapeute, oncologue médical, radiologue, radiothérapeute...) est nécessaire, nous explique le Dr Ameur.

La concertation devient donc indispensable, notamment dans la récolte d'informations médicales liées au patient. Cela permettrait de «se mettre d'accord sur les types de traitement, les protocoles à suivre et la durée des médicaments». Depuis peu est apparue une organisation en staffs au niveau des structures sanitaires, nous dira l'oncologue mais cela reste une décision et une organisation «spontanée» n'obéissant pas à des règles précises contrairement aux pays où la multidisciplinarité est institutionnalisée. «Avec l'avènement des programmes de lutte contre le cancer, nous nous sommes rendus compte qu'il fallait donner une assise juridique et réglementaire à ses organisations pour les rendre opposables, notamment par l'élaboration de référentiels.»

Le fait de légaliser et de légitimer ces organisations, dénommées RCP (réunions de concertation pluridisciplinaires) offre au patient le droit de consulter toutes les possibilités thérapeu-

tiques dans son cas ainsi que les risques et les avantages de tout essai clinique. Il est donc impératif de développer des RCP dans tous les centres anti-cancer (CAC).

Plusieurs communications seront consacrées au thème de l'organisation de multidisciplinarité dans tous ses aspects législatifs et réglementaires lors de ces journées.

## Développer les soins palliatifs

Autre combat de la Saot, le développement d'une stratégie palliative pour la prise en charge du malade. Pour qu'on cesse de dire à un enfant cancéreux «souffre et soit un homme», il faut songer «à développer les soins palliatifs et de proximité», insiste-t-il. Et la contribution des institutions, de la société civile et des associations est primordiale. Leur implication dans l'accompagnement des cancéreux, se fera en prodiguant des soins palliatifs appropriés pour atténuer leurs souffrances et leur éviter de mourir dans la misère. Sans parler du soutien psychologique. Ces soins concerneront le traitement de la douleur et toutes les autres complications occasionnées

par le cancer, à l'image des escarres, des aphtes et des infections. Un thème qui sera abordé lors de ces journées nationales. Des spécialistes du service de pneumologie Matiben de Beni Messous exposeront les modalités à suivre dans une stratégie palliative dans la prise en charge du cancer bronchique. Dans les cancers du poumon, 7 à 8 patients meurent durant la période de rémission, soit avant 5 ans. «Ils meurent de manière misérable», déplore le chirurgien. Une statistique enregistrée dans les pays avancés, où la prise en charge est des plus fiables et équitables. En Algérie, les chiffres seraient plus importants.

## Renforcer les moyens de lutte antitabac

Le tabagisme constitue une épidémie en pleine expansion en Algérie. A l'origine d'un grand nombre de cancers, ses effets «pervers» n'apparaissent qu'au bout d'une trentaine d'années, estime Soltane.

Le cancer du poumon constitue l'une des principales causes de mortalité chez l'homme dans notre pays. Il est intimement lié au tabagisme.

Dans ce type de cancer, la progression de la

maladie est intimement liée au tabagisme. «On compte entre 2 500 et 3 500 nouveaux cas de cancer du poumon chaque année», indique le président de la Saot. Des chiffres qui restent tout de même «relatifs». Toujours dans le langage des chiffres, notre interlocuteur rapporte que dans dix cas de cancer, neuf surviennent chez un fumeur. Selon ce praticien, le programme antitabac établi par l'Etat est adapté mais la société civile n'est pas au rendez-vous. Les industries du tabac sont dirigées vers les jeunes, d'où la nécessité de lancer de renforcer les moyens de lutte contre la tabagie. Pour ce spécialiste, la sensibilisation et l'information doivent toucher en premier lieu les parents. Faut-il rappeler que le tabagisme est aux portes de nos écoles et «on fume de plus en plus jeune», souligne le Dr Ameur.

Ce praticien explique qu'il n'y a pas de traitement miracle contre le tabagisme, et que seuls la volonté et les thérapeutiques comportementales peuvent freiner cette tendance.

Tout un travail d'accompagnement doit être fait dans ce sens.

W. Z.

## STAOUÉLI

# Un homme tente de s'immoler dans le bureau d'un élu

**Le pire a été évité, hier, grâce à la vigilance des citoyens et du bon sens des élus de l'APC de Staouéli. Un père de famille âgé de 45 ans, fils de moudjahid, ne voyant pas son nom figurer sur la liste des bénéficiaires de logements LSP, a tenté de s'immoler devant le siège de l'APC.**

Pris de panique, les nombreux contestataires de cette liste qui observaient un sit-in, en signe de protestation, ont bientôt alerté les élus pour maîtriser l'homme pris d'une colère folle. Muni d'un bidon d'essence, il menaçait quiconque de l'approcher.

Les élus, avec beaucoup de tact, ont réussi à l'entraîner dans un des bureaux afin de le calmer.

«Il se débattait mais ne lâchait pas son petit jerrican, nous avions eu tout le mal du monde à le neutraliser, malgré cela, il a réussi à verser le contenu sur son corps en s'apprêtant à actionner son briquet pour mettre le feu».

«Heureusement, la catastrophe a été évitée de justesse», nous confie sous le choc le premier vice-président.

D'ailleurs l'odeur de l'es-

sence empestait l'air à l'intérieur du bureau.

Lui comme beaucoup d'autres citoyens de la ville de Staouéli se disent lésés, puisque ne figurant pas sur la liste.

«Fils de moudjahid, natif de Staouéli, il n'a jamais bénéficié d'un logement. En désespoir de cause, le suicide était son seul refuge. Il a dit à tout le monde qu'il finirait par s'immoler, même si la tentative d'hier a échoué», nous explique l'un des élus.

Hier, la ville de Staouéli était en effervescence. Les protestataires très nombreux massés devant le siège de l'APC, criaient leur colère.

Les commerçants de la ville, quant à eux, ont fermé boutique, solidaires du mouvement.

L'espace d'une matinée et

jusqu'à 12 heures, Staouéli était une ville morte.

«La population de Staouéli, lésée dans ses droits. Aujourd'hui, des listes de bénéficiaires ont été arrêtées où figurent essentiellement des personnes n'ayant rien à voir avec les habitants de Staouéli. En plus, le wali délégué demandait à ce que les quelques bénéficiaires retenus, tous de familles à petits revenus, de s'acquitter dans un délai de 10 jours de 155 millions de centimes. Notre mouvement revendique que toutes les listes soient annulées, que tous les dossiers reviennent à la mairie de Staouéli et que les logements soient distribués par les élus dans la transparence. On parle de la totalité de logements.»

«Nous sommes solidaires de la position des élus de l'APC, nous avons mené plusieurs actions entre autres la signature d'une pétition par 2500 chefs de familles que nous avons transmise aux

autorités locales, et nationales y compris le président de la République.»

Les élus pour leur part, soutiennent ce mouvement de protestation. Une situation de pourrissement, qu'ils avaient prévue.

«C'était prévisible, nous déclinons d'ailleurs toute responsabilité vis-à-vis des élus locaux et des citoyens. A ce titre, une lettre d'opposition, signée par les 11 élus que constitue l'assemblée, a été transmise le 26 février 2008 au ministère de l'Intérieur, au wali d'Alger et aux OPGI de Bir Mourad-Rais et de Hussein-Dey.

Le programme concerne en fait 3 sites, 195 logements les abattoirs, un projet qui a démarré en 1997, puis les travaux ont été stoppés pour un litige concernant le terrain pour ne redémarrer qu'en 2004, les 100 logements Khaiti, les travaux ont démarré en 2006, ainsi que les 350 logements cité Djilali.

Pour les trois programmes,

la majorité des habitants de la commune n'a pas été concernée par la liste retenue par le wali délégué. Nous soutenons les positions courageuses des citoyens et ne comprenons pas pourquoi le wali délégué nous écarte quant à l'opération de distribution.

Nous demandons l'annulation de l'opération et la restitution des dossiers LSP aux élus. Nous revendiquons une coordination entre élus et wali délégué.

Nous ne comprenons pas pourquoi les citoyens de cette commune que nous connaissons parfaitement puisque nous en faisons partie n'ont jamais bénéficié de logements, depuis le lancement des différents programmes.»

Il est temps que les pendules soient remises à l'heure.

Pour les représentants du comité des citoyens, c'est une entière confiance qu'ils font à leurs élus.

N. Y.